

### Les crédits

nous attaquer aujourd'hui. Comment combiner une saine gestion de l'économie et une gestion active en vue d'un développement durable?

Chose certaine, nous devons absolument mettre un terme à ce qui devient de plus en plus un affrontement artificiel entre l'activité économique, d'une part, et la protection de l'environnement, d'autre part. Ce qui m'a particulièrement dérangé dans les questions soulevées au sujet du prix que l'on a décerné au premier ministre et donc au Canada et aux Canadiens pour notre souci de l'environnement, c'est qu'en établissant sans cesse cette fausse dichotomie entre les intérêts économiques, commerciaux et industriels et les intérêts des mouvements écologiques, on ne rend service à personne.

Je voudrais citer les paroles d'une personne qui, durant toute sa vie adulte, a lutté contre la pollution et s'est attaqué aux problèmes environnementaux. Il s'agit du directeur administratif de *Pollution Probe*, Colin Isaacs. Il a reconnu dernièrement que certaines sociétés, jadis décriées par les écologistes, s'attaquent maintenant au problème de la pollution. Il mentionnait en particulier les entreprises Loblaws, Alcan et Dow Chemical. Les députés savent que Loblaws a récemment adopté un programme de produits écologiques qu'appuie *Pollution Probe*. Il est intéressant de noter que l'Alcan, une des entreprises louangées par M. Isaacs, est la seule société canadienne à faire partie du groupe international qui a remis un prix au premier ministre.

Il faut changer notre attitude face aux problèmes environnementaux si nous voulons un jour cesser de simplement gérer les crises, ce qui nous a jusqu'ici empêchés de devenir écologiquement responsables. Quand on lit le discours du Trône et qu'on regarde la très grande priorité accordée à l'environnement, on s'aperçoit que jamais auparavant le gouvernement et le Parlement ne se sont lancés avec autant de sérieux dans la lutte contre la pollution. La mise sur pied de la table ronde constitue en soi une étape importante puisqu'elle regroupera des groupes aux intérêts divers, tant économiques qu'environnementaux.

• (1650)

Le député d'Oshawa nous a rendu un grand service en lançant ce débat. Je regrette seulement qu'il n'y ait pas participé. Il nous faut trouver des façons réalistes d'allier le progrès social et économique à l'amélioration de notre environnement. J'espère que lorsque nous reviendrons sur cette question, et nous y reviendrons de plus en plus souvent, le député d'Oshawa et d'autres députés auront des suggestions plus positives à faire. Pour l'instant, je donne au député d'Oshawa la note C ou C- pour la façon dont il a traité cette motion pourtant si importante et pour son attitude tout au long du débat lancé par l'opposition.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Questions ou commentaires? Nous entendrons tout d'abord le député de Scarborough-Ouest, puis la députée de Vancouver-Est.

**M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos du député, surtout quand il s'est appliqué à démontrer que l'économie et l'écologie étaient des alliées naturelles. À mon avis, c'est comme s'il avait voulu démontrer que la protection de l'environnement coûte cher. J'éprouve bien du mal à rattacher le budget et le déficit à la protection de l'environnement. Je ne voudrais pas dramatiser outre mesure, mais qu'importe si le déficit atteint 5 ou 500 milliards de dollars si nous respirons un air putride, et si nous ne pouvons même pas nous baigner dans nos lacs. Nous ne saurions rattacher la nécessité de réduire le déficit à celle de protéger l'environnement. Nous ne saurions lésiner sur la dépense si nous songeons à nettoyer le pays. Il n'existe aucun rapport entre l'environnement, notre santé et celle des générations futures d'une part, et la volonté d'économiser en affaiblissant les politiques de protection de l'environnement d'autre part.

Le député de Kent a participé au débat. J'aimerais bien qu'il nous dise pourquoi les députés d'en face n'ont rien fait pour s'attaquer aux problèmes qu'il a signalés au cours de son exposé. S'agirait-il d'une question d'argent? Serait-ce parce que le gouvernement estime plus important d'épargner que de protéger l'environnement?